

MODALITES DE PROGRAMMATION DES AIDES EN DOTATION TERRITORIALE

Validé en Conférence territoriale du 15 février 2024

PREAMBULE :

Le règlement départemental des aides aux investissements communaux et intercommunaux détermine les modalités d'aides du Département, et notamment les champs d'intervention des dotations départementale et territoriale. Les aides en dotation départementale et dotation territoriale ne sont pas cumulables. Une information sur les aides attribuées au titre de la dotation départementale sera faite annuellement en conférence territoriale.

Le présent règlement est établi dans le cadre du règlement d'intervention du Conseil départemental de l'Isère, pour les investissements communaux et intercommunaux, hors communauté de communes du Trièves, dont les projets sont désormais éligibles uniquement en dotation départementale.

La programmation des aides de la dotation territoriale du Trièves est réalisée selon que le projet présenté figure parmi les thématiques prioritaires souhaitées par la conférence, dits projets d'intérêt territorial, ou parmi les projets de portée communale.

1. Les thématiques prioritaires :

Les thématiques retenues comme prioritaires par la conférence territoriale concernant :

- Les **équipements socio-culturels ou culturels** dont le rayonnement territorial ou inter-communal est prouvé.
- Les **équipements sportifs** dont le rayonnement territorial ou inter-communal est prouvé.
- Les **équipements scolaires, périscolaires et socio-éducatifs**.
- Les **aménagement de centre-bourgs** avec approche qualitative et intervention d'un bureau d'études spécialisé comme maître d'œuvre.
- Les aides au titre de la solidarité territoriale pour le **maintien des services au public** (dernier commerce sur une commune...)
- **Equipements et hébergements touristiques** (propriété publique), y compris les grandes visites périodiques.
Pour la station de Gresse en Vercors, les équipements touristiques étant potentiellement nombreux et parfois atypiques pour le territoire, la commune devra remettre un plan pluriannuel d'investissement concernant ces équipements (dont les remontées mécanique). Ce plan pluriannuel devra couvrir les 4 années de la programmation indicative, et sera mis à jour au 31 mars de chaque année.
- Les **équipements en faveur de la transition énergétique**, sous réserve qu'ils soient non productifs de revenus : chaufferies bois, méthanisation, énergies renouvelables d'une manière générale. En cas d'existence d'un dispositif départemental, la conférence pourra déterminer au cas par cas, en fonction de la disponibilité financière et du dispositif le plus avantageux, son choix de conserver le projet en dotation territoriale ou de le transférer en dotation départementale.
- **Autres équipements structurants** pour le territoire : nouvelle voirie structurante, espaces de co-working...
- **Les gendarmeries** (bureaux et espaces communs), à l'exception des logements.

2. Rayonnement inter-communal ou territorial :

Les projets relevant des thématiques prioritaires ci-dessus sont dits d'intérêt territorial et bénéficient d'un taux de financement fixe de 50%.

Le plafond de la dépense subventionnable est fixé à 700 000 € HT pour tous ces projets.

Compte tenu de la nature territoriale des projets portés par les syndicats de communes, l'intérêt territorial sera systématiquement retenu pour ces syndicats, y compris pour les projets non visés dans la liste des thématiques prioritaires (locaux administratif et technique des EPCI par exemple).

Pour les thématiques « équipements culturels ou socio-culturels » et « équipements sportifs », l'intérêt territorial est également systématique pour les 3 communes chefs-lieux des anciens cantons du Trièves (Celles, Mens et Monestier de Clermont).

Pour les autres communes, le rayonnement intercommunal ou territorial doit être prouvé. Pour cela, le porteur de projet devra indiquer :

- Le **taux d'occupation** attendu et les structures utilisatrices.
- **L'origine géographique des utilisateurs** (utilisateurs structurés uniquement : associations...), qui devra mettre en évidence un nombre d'utilisateurs extérieurs à la commune au moins égal à 40% du total des utilisateurs de l'équipement. Ce nombre s'entend au choix à l'origine géographique des structures utilisatrices (siège de l'association) ou à l'origine géographique (commune de résidence) des membres de ces structures.
- La commune porteuse du projet s'engage par ailleurs à faire bénéficier les structures ayant leur siège sur une commune du Trièves, des mêmes conditions d'utilisation que les structures ayant leur siège sur son territoire (équité dans l'attribution des créneaux horaires, conditions financières...)

3. Les projets d'intérêt communal

Les projets portés par les communes, non visés dans les thématiques prioritaires, ou dont le rayonnement inter-communal n'a pas été mis en évidence dans les thématiques pour lesquelles il doit être justifié, sont dits d'intérêt communal.

Le taux de subvention valable pour tout projet d'intérêt communal éligible de la commune est déterminé en utilisant les derniers indicateurs de richesse (IR) connus au moment du dépôt du dossier :

Indice de richesse	1-30	31-40	41-50	Supérieur ou égal à 51
Taux de base	30%	35%	40%	45%

Les thématiques éligibles sont listées ci-après (tableau). La dépense subventionnable fait l'objet d'un plafond en fonction de la thématique.

Plafond de dépenses subventionnables fixé à 200 000 € HT		
Thématiques	critères	exclusions en dotation territoriale
Equipements socio-culturels, culturel	Intérêt communal. La collectivité doit être propriétaire des locaux ou justifier d'un bail de 9 ans ou plus.	
Equipements sportifs, de loisirs ou d'agrément (terrains couverts, équipements de plein air) ainsi que le matériel de première installation attaché à un nouvel équipement	Intérêt communal.	
Bâtiments communaux non productifs de revenus (locaux administratifs et techniques), y compris les travaux d'amélioration énergétique	Intérêt communal.	

Plafond de dépenses subventionnables fixé à 150 000 € HT		
Thématiques	critères	exclusions en dotation territoriale
Edifices culturels: églises, temples, cimetières, colombarium	L'instruction des dossiers relevant de cette thématique sera réalisée en coordination avec la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP) du Département, et permettra de déterminer si le projet relève de la dotation territoriale et d'un dispositif départemental. Le financement du projet est conditionné par le suivi des préconisations de la DCP.	édifices classés
Patrimoine historique bâti		Le petit patrimoine rural (four, bassin, lavoir, fontaines, monuments aux morts), financements par un dispositif départemental.
Travaux de grosses réparations ou de reconstruction d'ouvrages d'art (ponts et murs de soutènement)		

Plafond de dépenses subventionnables fixé à 100 000 € HT		
Thématiques	critères	exclusions en dotation territoriale
Voirie communale (voies communales, parkings non productifs de revenus, hors ouvrages d'art). Les eaux pluviales, les aménagements paysagers et les réseaux secs sont pris en compte chacun dans la limite de 10% du montant du projet.	Le plafond de 100 000 € HT s'entend par année et par commune, pour l'ensemble de la thématique voirie, hors ouvrages d'art.	Chemins ruraux électrification rurale
Aménagement de village , Les eaux pluviales, les aménagements paysagers et les réseaux secs sont pris en compte chacun dans la limite de 10% du montant du projet.	Intérêt communal	électrification rurale
Risques naturels , dont travaux de protection des zones habitées, travaux sur les eaux de ruissellement et sur les eaux mixtes associant eaux de versant et eaux pluviales urbaines pour les pluies d'occurrence supérieure à 30 ans		

Plafond de dépenses subventionnables fixé à 100 000 € HT Cas spécifique du matériel hivernal		
Thématiques	critères	exclusions en dotation territoriale
Acquisition de matériel de déneigement (outils de raclage, saleuse, sableuse, chaînes à neige), y compris le porteur s'il est affecté principalement au traitement des routes en période hivernale, et les engins de dommage des pistes de ski.	Le plafond de 100 000 € HT s'entend par commune et sur 7 années glissantes pour l'ensemble du matériel hivernal.	

4. Thématiques ou types de dépenses exclus

Les dépenses suivantes sont exclues des opérations subventionnables :

- Les travaux en régie, à l'exception des fournitures nécessaires.
- Tout le matériel, et notamment les meubles type bureaux, armoires, ou liés aux activités sportives, à l'exception du matériel de première installation attaché à un nouvel équipement.
- Les véhicules porteurs à l'exception du matériel hivernal, et les broyeurs végétaux.
- Les études seules (dissociées d'un projet global d'aménagement éligible), les études de faisabilité ou de définition de projet, à l'exception des grandes visites périodiques des équipements touristiques.
- Les acquisitions foncières seules (dissociées d'un projet éligible) ou dont le coût dépasse 50% du montant global du projet.

- Le suivi des glissements de terrain, au-delà de l'installation initiale.
- Les aménagements de rivière.
- L'éclairage public .
- Opération inéligible si des travaux de même nature sur le même lieu ont bénéficié d'un financement depuis moins de 9 ans, sauf si le projet fait suite à un évènement naturel exceptionnel et non prévisible.

5. Règles de gestion de la dotation territoriale

- Le seuil de subvention minimum attribuée pour une opération est fixé à (population totale au dernier recensement officiel INSEE) :
5 000 € HT pour les communes de plus de 500 habitants et les syndicats de communes
2 000 € HT pour les communes de moins de 500 habitants
- Les porteurs de projet ont pour obligation de rechercher l'ensemble des aides possibles d'autres financeurs avant de solliciter le Département, car la participation de la dotation territoriale vient en complément d'autres aides publiques. La somme des aides ne doit pas dépasser 80% de la dépense subventionnable.
- Les projets présentés concerneront des opérations globales et ne devront être constitués que d'une tranche fonctionnelle indépendante. C'est le montant de cette tranche qui sera comparé aux plafonds listés ci-avant. Les opérations ne pourront donc pas être découpées en plusieurs dossiers distinct, sauf si un phasage important à long terme est nécessaire, ou si l'autonomie fonctionnelle de chaque tranche est mise en évidence.
- Date de réception des dossiers : des échéances sont fixées au regard des trois conférences de territoire annuelles. Sont retenues de façon à donner un repère fixe aux collectivités, **les dates du 15 décembre de l'année n-1 pour la première conférence de l'année n, du 31 mars pour la deuxième conférence de l'année, et du 31 juillet pour la troisième conférence.**
- Dérogations examinées en conférence (cas exceptionnels).
 Selon les projets présentés, le comité de territoire peut proposer à la conférence d'examiner au cas par cas une dérogation au présent règlement (modification de taux, plafond ou refus d'un dossier) dans l'intérêt général du territoire :
 Soit dans le cas d'un investissement territorial manifeste servant une grande majorité des communes du territoire.
 Soit dans le cas d'équipements publics non conformes à l'intérêt du territoire et aux attentes départementales, ou pour des opérations paraissant disproportionnées par rapport aux besoins de la collectivité demandeuse.
- Les collectivités bénéficiaires s'efforceront de proposer une programmation pluriannuelle. En cas de surconsommation prévisionnelle de la dotation, la conférence territoriale définira les dossiers prioritaires pour le territoire. Par ailleurs, si l'enveloppe territoriale atteint un pourcentage d'engagement de 80% sur les 4 années de programmation (années N, N+1, N+2, N+3), les nouveaux dossiers sont bloqués en attente d'une nouvelle réflexion du groupe de travail sur les critères et d'un vote de la conférence.
- Pour chaque opération, les travaux devront avoir démarré dans les deux ans qui suivent leur inscription en conférence territoriale. Toute opération non engagée dans ce délai sera retirée de la programmation indicative.